

LES
PAYSAN·NE·S
SE FONT
ROULER
DANS LA
FARINE

La grande distribution
doit payer
des prix équitables




uniterre
POUR LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

MARCHÉ DES CÉRÉALES

EDITORIAL

ROMAIN BEURET

ING. AGRONOME EPF, PRÉSIDENT DU GROUPE D'INTÉRÊT BOEUF DE PÂTURAGE BIO

"LE DÉMANTÈLEMENT DU TISSU ÉCONOMIQUE RURAL SE POURSUIT".

Les annonces qui interpellent se suivent et ... se ressemblent. La dernière en date: la Suisse, pour la première fois de son histoire, importera plus de fromage qu'elle n'en exportera. Cette situation résulte de vingt-cinq ans d'action concertée des politiques, de l'administration fédérale et de l'agroalimentaire qui mine la production laitière nationale. Dans un pays où la paix sociale est reine, un réel partenariat entre les acteurs de la filière laitière n'a jamais pu être instauré. Les disciples de modèles économiques d'un autre temps, avides d'argent liquide comme les moustiques de sang frais, font toujours la loi, en Suisse et ailleurs. Ces modèles libéraux à excès incitent sans cesse les exploitations à se spécialiser et à s'agrandir. Résultat: une perte de durabilité de l'agriculture et une régression de la qualité de vie des familles paysannes. Cette évolution accroît dangereusement la vulnérabilité de l'agriculture du point de vue économique, énergétique, sanitaire, écologique et social.

Même logique pour le marché de la viande: les importations sont utilisées pour abaisser les prix indigènes, la concentration des abattages et de la transformation dans des unités "hyperperformantes" et "hyperhygiénisées" met à mal les petites unités artisanales décentralisées. Les emplois, le savoir-faire et la valeur ajoutée sont ainsi perdus pour les régions rurales.

Enfin, le marché des céréales. Les partenaires commerciaux ne payent pas, même à retardement, les prix indicatifs fixés par la filière, le système douanier défavorise les producteurs et favorise des importations massives de pains congelés ou précuits. Résultat: au nom de la loi du marché, des céréaliers aux abois, des artisans-meuniers à la peine, des artisans-boulangers écrasés par la concurrence déloyale. Tout cela, dans l'indifférence quasi générale. Les défenseurs du système prétendent qu'il favorise l'accessibilité de la population à une alimentation peu coûteuse. La réalité est autre. D'une part, ce système sert à accroître les profits de l'industrie alimentaire et des grands distributeurs et, d'autre part, permet à la société de consommation de biens non-existentiels et souvent futiles de prospérer. Sans parler de la malbouffe qui augmente les problèmes de santé publique.

Le coût réel du démantèlement du tissu économique rural pour la société suisse est clairement sous-estimé. La vision à court terme des milieux économiques, qui endoctrinent certains de nos politiciens et de nos administrateurs fédéraux un brin naïfs ou en manque de vision, conduit à des déséquilibres importants aux effets ravageurs au niveau sociétal: la sécurité alimentaire s'effiloche, les richesses se concentrent, la résilience de l'ensemble de la société s'étiole. Si on veut éviter un naufrage collectif, une prise de conscience et un changement de cap sont impératifs et urgents. •



AOÛT 2023
N° 4 68^E ANNÉE
EDITION SPECIALE
CAMPAGNE PRIX ÉQUITABLES


uniterre

WWW.UNITERRE.CH

Cette brève présentation du contexte socio-politique de l'agriculture en Suisse permettra à nos lecteur-rices de comprendre les motivations qui sous-tendent notre campagne pour des prix équitables.

DES PRIX ÉQUITABLES, MAINTENANT !

ALBERTO SILVA
MARAÎCHER ET SECRÉTAIRE D'UNITERRE

Les agriculteur-rices de notre pays font face à des transformateurs, des distributeurs et des détaillants peu nombreux, mais beaucoup plus puissants. Le commerce de détail national est en effet contrôlé à près de 80% par deux entreprises: Migros et Coop. Ces dernières possèdent donc un énorme poids dans le processus de négociation des prix.

DES MARGES INDÉCENTES. En 2022, les médias Le Temps et Heidi.news, ainsi que la Fédération Romande des Consommateurs (FRC) ont publié des enquêtes sur les marges dérogées par ces deux acteurs. Concernant le marché laitier, la marge prélevée par les géants orange s'élève à près de 50% du prix final pour certains produits laitiers. En ce qui concerne le marché des légumes, la FRC prend l'exemple du concombre: les coûts de production sont passés de 85 à 96 centimes l'unité et l'agriculteur-riche ne gagne aujourd'hui plus que 2 centimes par pièce, contre 13 l'année précédente. Début 2023, l'émission Temps Présent a également diffusé une enquête, révélant l'ampleur des marges de la grande distribution: jusqu'à 68% sur certains produits laitiers. D'autres recherches montrent par ailleurs que les marges brutes de Migros et Coop sont les plus élevées d'Europe.

LES ENQUÊTES SUR LE MARCHÉ LAITIER n'ont été rendues possibles qu'à la suite de fuites de données et les journalistes de la FRC ont essuyé énormément de refus. En effet, le fait de témoigner et divulguer leurs prix pourrait porter préjudice aux producteur-rices face à leurs principaux, voire uniques clients, à savoir la grande distribution. Un responsable de la fenaco a également estimé que "c'est une mauvaise idée de se pencher là-dessus (sur les marges de la grande distribution)". Tout cela montre la forte opacité qui règne sur les marchés agricoles. Et la grande distribution se dédouane de toute explication, alors que ses dirigeants ne cessent de répéter dans la presse qu'ils n'ont rien à cacher...

TRANSPARENCE CRUCIALE. Avec le contexte inflationniste actuel, le prix des denrées alimentaires ne cesse d'augmenter pour les consommateur-rices, alors que le prix payé aux producteur-rices reste, dans la majorité des cas, inchangé, voire tend à baisser. La fixation des prix reste un élément très opaque et inconnu des consommateur-rices, qui ne savent généralement pas comment est distribué leur argent: quelle part du prix final est reversée aux producteur-rices, aux intermédiaires et enfin quel pourcentage revient au détaillant? Pour les consommateur-rices, ces questions sont essentielles et d'autant plus importantes lorsqu'il s'agit d'alimentation. Ainsi, à chaque achat de nourriture, se pose la question du prix juste, autrement dit un prix qui rémunère correctement les agriculteur-rices. La transparence est donc un élément crucial, dans la mesure où cela permet aux consommateur-rices d'avoir toutes les informations nécessaires pour faire des choix éclairés.

LA LIBÉRALISATION¹ CROISSANTE DES MARCHÉS AGRICOLES, qui a débuté dans les années 1990, a fortement accentué le déséquilibre au sein des processus de négociation propres à chaque filière: la grande distribution, du fait de son pouvoir démesuré, impose ses conditions et ses prix, et perçoit des

marges énormes sur le dos des producteur-rices. Le système actuel génère une concurrence déloyale et l'État participe à l'opacité du marché, en privilégiant la concurrence et le secret commercial au détriment de la transparence. La hausse des prix à la consommation doit être le reflet d'une hausse à la production et non celle d'une augmentation supplémentaire des marges des intermédiaires.

CHOIX POLITIQUES. Il est essentiel de comprendre que des prix agricoles bas ne sont pas une fatalité, mais bel et bien une conséquence des choix politiques de ces dernières années. Cette situation inégale profite aux intermédiaires, au détriment des acteurs aux deux extrémités de la chaîne: les agriculteur-rices et les consommateur-rices. Un engagement fort de l'État dans les marchés agricoles permettrait donc de réglementer ce libre-marché en favorisant le développement de conditions-cadres en faveur d'une agriculture paysanne. Les autorités jouent un rôle politique extrêmement important pour protéger nos agriculteur-rices et consommateur-rices, pour maîtriser la valeur des filières agricoles, pour réguler le marché qui ne se régule pas de lui-même, et pour répartir les richesses. Nous sommes face à un choix politique fort: tourner le dos au dogme du libre-marché, intervenir sur les marchés et revoir les règles commerciales.

Cette situation est pourtant bien connue des pouvoirs publics, mais se passe dans l'indifférence totale: il n'est plus question de se cacher derrière la concurrence à outrance et le secret commercial! Nous demandons donc aux pouvoirs publics de mettre fin à la focalisation excessive sur la responsabilité des consommateur-rices et sur les engagements volontaires des entreprises. Des prix équitables et des filières transparentes ne peuvent être obtenus que si la Confédération prend ses responsabilités en contrôlant les pratiques commerciales de la grande distribution. Nous ne voulons pas nécessairement d'un État plus fort, mais d'un autre État qui réglemente les distorsions de pouvoir dans les marchés agricoles. Car, pour l'instant, nos autorités politiques préfèrent déboursier de l'argent public au travers des paiements directs (donc nos impôts!) pour maintenir les domaines agricoles économiquement viables plutôt que de réglementer le marché. Cette situation ne peut plus durer et nous réclamons un fort courage politique.

DISTRIBUTION DE LA VALEUR EN FILIÈRES. La distribution de la valeur en filière agricole est généralement très peu documentée et opaque. Il n'y a donc pas de transparence sur le retour de valeur commerciale aux producteur-rices de la matière première agricole. Les entreprises considèrent que le prix payé à leurs livreurs tombe sous le secret commercial et que l'État ne devrait pas intervenir dans cet accord privé. Pourtant, un marché ne peut fonctionner qu'avec une attitude transparente de tous ses acteurs afin d'éviter des concentrations de pouvoir de marché trop élevées. Avec un pouvoir de négociation accru, la transparence en filière augmenterait le retour de valeur aux producteur-rices. Actuellement, le rapport de force dans les négociations de prix est totalement déséquilibré, ce qui a pour conséquence que les intérêts des agriculteur-rices ne sont pas défendus correctement. La question de la distribution de valeur dans les filières agricoles n'est pas une question d'ordre privé, mais relève d'un intérêt public: obtenir des prix justes est donc un enjeu social et éthique.

LES CONSÉQUENCES DE LA SITUATION ACTUELLE sont nombreuses: diminution du nombre de fermes, métier non valorisé économiquement, disparition des petites structures, agriculteur-rices liées à un système opaque n'offrant pas de réelle alternative, rapport de force déséquilibré, partage inégal des risques. Il revient donc aux paysan-nes la responsabilité soit de s'adapter si possible, soit de simplement disparaître.

LA FILIÈRE DU BLÉ PANIFIABLE. Dans le cadre de notre campagne de vulgarisation et de sensibilisation à la problématique des prix équitables, nous avons décidé de choisir la filière du blé panifiable, car les blés et le pain occupent depuis des millénaires une position centrale dans notre alimentation. Le pain est plus qu'un aliment, c'est un symbole, il porte une culture et une tradition, il est lié à une géographie et est un objet central des politiques alimentaires et agricoles des institutions politiques. La place du pain dans nos sociétés est donc un reflet de nos choix politiques.

NOS REVENDICATIONS POLITIQUES

- Prise en compte des coûts de production réels des denrées alimentaires et veille à leur respect;
- Établissement d'une liste de pratiques commerciales déloyales à interdire, notamment l'interdiction d'acheter en-dessous des coûts de production (comme c'est le cas dans certains États de l'Union européenne);
- Élargissement des tâches de l'Observatoire des prix pour assurer une information claire et transparente tout au long des filières et le calcul des prix rémunérateurs;
- Renforcement du pouvoir de négociation des agriculteur-rices au sein des filières agricoles;
- Développement de contrats obligatoires avec un prix équitable minimum garanti couvrant les coûts de production, un préfinancement de la production et des quantités définies; surveillance du respect de ces contrats;
- Protection douanière plus forte: les producteur-rices ne doivent plus subir la pression des importations bon marché.

Il est donc plus qu'urgent de se mobiliser pour un système agricole et alimentaire plus juste, plus durable et plus respectueux des personnes qui nous nourrissent. Nous devons faire preuve de détermination, car les prix équitables ne vont pas tomber tout seuls du ciel et si nous ne les réclamons pas, personne ne va le faire à notre place. Nos vies et notre alimentation valent plus que les profits d'une poignée de grandes entreprises. •

liens:

(1) www.blw.admin.ch/blw/fr/home > international > machés, commerce agricole

NE NOUS TROMPONS PAS DE CIBLE !

ALBERTO SILVA
MARAÎCHER ET SECRÉTAIRE D'UNITERRE

Dans les débats concernant les politiques agricoles, nous entendons (trop) souvent le même argument : c'est aux consommateur-rices de changer leurs habitudes et la production suivra. Mais cette focalisation excessive sur leur responsabilité (de la part de l'État et d'autres organisations paysannes) nous fait perdre de vue les véritables responsables de cette situation insoutenable pour nos agriculteur-rices.

RESPONSABILITÉ INDIVIDUELLE À NUANCER. Nos choix de consommation entraînent certes des conséquences environnementales et sociales, mais le pouvoir des consommateur-rices à changer une structure politique et économique, uniquement à travers ses actes de consommation, est très limité (pour ne pas dire nul). Du fait de nos achats, nous pouvons contribuer à la durabilité de l'agriculture et de l'alimentation en privilégiant les structures en vente directe plutôt que les centres commerciaux. Mais ces petits gestes individuels ne résoudront pas la problématique des prix trop bas et ne suffiront pas à enrayer la machine industrielle. Au contraire : en se basant uniquement sur ce mode de pensée, les objectifs de durabilité resteront inatteignables ! Cette vision libérale et individualiste ne permet pas le développement de solutions collectives et politiques, pourtant nécessaires à l'amélioration de la situation économique des agriculteur-rices. De plus, en se focalisant sur la responsabilité individuelle, nous tombons dans des excès de compétitivité (qui est le plus écolo ?) et de jugement ("tu ne vas pas à la vente directe, tu es irresponsable"), ce qui renforce les divisions entre les individus.

ET SI ON RÉGLEMENTAIT LES VÉRITABLES RESPONSABLES ? La surestimation du pouvoir des consommateur-rices nous fait oublier un acteur incontournable, jouissant d'un pouvoir et d'une responsabilité énormes : la grande distribution. Pourtant, elle occupe une place hégémonique dans le marché du commerce de détail et n'est jamais inquiétée par les pouvoirs politiques. Le principe de la grande distribution est de distribuer en masse et de vendre à bas prix, tout en éliminant les petits commerçants, considérés comme de coûteux intermédiaires. La grande distribution règne en maître : les deux géants orange contrôlent 80% du marché du commerce de détail, imposent leurs prix et conditions de production. Le système n'offrant pas de réelle alternative, les agriculteur-rices n'ont guère d'autre choix que d'accepter. En cherchant constamment à réduire les coûts, la grande distribution participe à l'industrialisation et à la sur-mécanisation de l'agriculture. De plus, elle n'a cessé de véhiculer l'idée que la nourriture doit coûter le moins cher possible : autrement dit, l'alimentation est un poste de dépenses à compresser au maximum pour consommer davantage d'autres produits. Enfin, en investissant massivement dans des structures boulangères – donc en comprimant les coûts de production – la grande distribution est responsable de la disparition de l'artisanat et des petits commerces, notamment dans les villages. Et sans même parler de leurs appels incessants à la surconsommation, au travers de cartes de fidélité et de rabais.

NE PAS SE TROMPER D'ENNEMIS ! Dans cette course aux prix les plus bas, nous sommes tous-tes pris-es au piège. L'idée n'est pas d'éloigner les consommateur-rices de la vente directe : au contraire, nous les encourageons à créer du lien avec les producteur-rices. Nous avons plus que jamais besoin de leur soutien. Mais ne soyons pas dupes : consommer chacun-e dans son coin (comme nous sommes poussé-es à le faire) ne

résoudra pas les problèmes structurels liés à l'agriculture. Seul un mouvement (politique) collectif pourra renverser le pouvoir démesuré de la grande distribution.

ET POUR CELA, NOUS DEVONS EXIGER QUE L'ÉTAT PRENNE SES RESPONSABILITÉS et fixe des conditions-cadres pour réglementer les pratiques commerciales des grands acteurs des filières alimentaires. Car nous ne pouvons pas nous permettre d'attendre des éventuels engagements volontaires de ces entreprises. •

ÉVOLUTION DE LA FILIÈRE DU BLÉ PANIFIABLE SUISSE

QUELQUES CHIFFRES SUR LA PRODUCTION :

- 82'434 ha = surface cultivée pour le blé en 2021 (contre 94'109 ha en 2000)
- 8'158 ha = surface cultivée pour le blé bio en 2021 (contre 1'684 ha en 2000)
- 91% = part du blé parmi les autres cultures panifiables (épeautre, seigle)
- 88% = taux d'auto-provisionnement des céréales panifiables en 2019
- 14'500 producteur-rices de céréales panifiables en 2019 (contre 18'615 en 2008)
- Entre 310'000 et 445'000 tonnes par année = production indigène de céréales panifiables (en fonction des conditions climatiques)
- Prix bruts à la production pour le blé Top : de 61,16/dt en 2007 à 49,45/dt en 2020...
- 90 cts = coût de production pour fabriquer un croissant artisanalement, contre 35 cts pour un croissant industriel

QUELQUES CHIFFRES SUR LA CONSOMMATION :

- 2'413 millions de francs = achats de pains et d'articles de boulangeries en 2021, ce qui représente 8% du chiffre d'affaires total des denrées alimentaires
- CHF 8,98 = prix moyen d'un kilo de pain en 2021 (augmentation de 2,9% par rapport à 2020)
- 52,9 kg = la consommation de pain et d'articles de boulangerie d'un ménage suisse (2,2 personnes en moyenne) pour un équivalent de CHF 461.-
- 3 sur 4 = nombre de pains achetés dans la grande distribution
- 150'000 tonnes = importation d'articles de boulangeries (congelés et précuits) en 2022 (contre 44'000 en 2000)
- 39 = nombre de minoteries en 2021 contre 143 en 1995
- 1'400 = nombre de boulangeries en 2018 (une pour 3'500 habitant-es), contre 8'553 en 1955

INFORMATIONS DÉTAILLÉES:

www.fspc.ch, www.ofs.ch, www.usp.ch

LE GLUTEN: COMPRENDRE LES ENJEUX ET REPENSER NOTRE CONSOMMATION

SECRÉTARIAT UNITERRE

Le gluten suscite de nombreuses discussions et interrogations dans le domaine de la nutrition et de la santé en raison des effets présumés néfastes de sa consommation. Cependant, nous verrons dans cet article que le véritable problème réside davantage dans la sélection industrielle de blé à forte teneur en gluten et les méthodes de fabrication industrielles du pain que dans le gluten lui-même.

LE GLUTEN C'EST QUOI ? Le gluten est une famille de protéines présentes naturellement dans certaines céréales, notamment le blé, l'orge et le seigle. Il s'agit principalement de deux protéines, la gliadine et la gluténine, qui se combinent pour former le gluten. Le gluten est responsable de la texture élastique et de la cohésion de la pâte lorsqu'elle est mélangée avec de l'eau. Le gluten joue un rôle important dans la fabrication des produits de boulangerie, car il confère l'élasticité nécessaire à la levée de la pâte et à la rétention des gaz, ce qui permet aux produits de devenir moelleux et légers lorsqu'ils sont cuits.

GLUTEN ET SANTÉ. Sa consommation est souvent associée à des problèmes de santé tels que la maladie cœliaque, la sensibilité au gluten non cœliaque et d'autres troubles digestifs. La maladie cœliaque est une maladie auto-immune chronique qui entraîne une intolérance permanente au gluten chez les personnes génétiquement prédisposées. Elle peut causer des lésions intestinales graves et provoquer des symptômes tels que des troubles digestifs, une fatigue chronique et une anémie. Environ 1% de la population mondiale serait atteinte de cette maladie. La sensibilité au gluten non cœliaque, quant à elle, toucherait jusqu'à 6% de la population mondiale.

SÉLECTION ET FABRICATION INDUSTRIELLE. Il est toutefois important de noter que le gluten en soi n'est pas nécessairement nocif pour la majorité des personnes. Les problèmes de santé liés à sa consommation découlent davantage de la sélection industrielle de blé riche en gluten et des méthodes de fabrication du pain. Depuis les années 1960, les variétés de blé à forte teneur en gluten ont été développées pour maximiser l'élasticité du pain et sa levée. Parallèlement, les techniques de fabrication industrielle ont écarté les méthodes traditionnelles, telles que l'utilisation du levain. Le levain, par son processus de fermentation naturel qui pré-digère le gluten, rend le pain plus digeste et potentiellement moins problématique. De plus, le levain confère au pain une texture moelleuse et une saveur riche, sans nécessiter d'additifs ou de conservateurs. En revanche, l'industrialisation de la production de pain a introduit des additifs et des processus de fermentation accélérée, réduisant ainsi la qualité nutritionnelle des pains industriels.

EN CONCLUSION, bien que la consommation de gluten puisse dans certains cas avoir des effets néfastes sur la santé, le problème principal réside dans la sélection industrielle de blé à forte teneur en gluten et l'industrialisation des processus de fabrication du pain. Les consommateur-rices ne peuvent que très partiellement influencer la voie tracée par l'agro-industrie. La balle est essentiellement dans le camp des instances de santé publique, et donc de la Confédération, qui doit pour une fois faire passer les intérêts commerciaux au second plan. Une rémunération équitable des paysan-nes pour des céréales de haute qualité nutritionnelle fait bien évidemment partie des pistes à privilégier. •

Choisir de se focaliser sur le blé pour notre campagne, cela ne signifie pas pour autant oublier les autres filières, bien au contraire ! Nous souhaitons profiter de cette occasion pour poser quelques questions à nos membres producteur-rices.

ET CHEZ VOUS, C'EST ÉQUITABLE ?

BERTHE DARRAS
SECRÉTAIRE D'UNITERRE

VANESSA RENFER,
PAYSANNE ET SECRÉTAIRE D'UNITERRE

Notre agriculture peut se targuer d'une très grande diversité de cultures, d'élevages et de modes de production, grâce à la volonté et à l'audace, bien souvent, des paysannes et paysans. Cela rend forcément la tâche complexe quand il s'agit de comprendre les enjeux et d'effectuer un point de situation.

LE LAIT, PAS D'AMÉLIORATION EN VUE

L'embellie toute relative vécue par les producteur-rices de lait en 2022 semble déjà appartenir au passé. Les prix sont repartis à la baisse depuis le mois de janvier de cette année, et la part du segment B, moins bien payé, a augmenté. Si l'on constate une certaine détente sur les coûts de production (là encore, toute relative), il n'en demeure pas moins que ces coûts ne sont toujours pas couverts. Pour la première fois en Suisse, nous importons plus de fromage que nous n'en exportons !

VIANDE, SECTEUR ÉPARGNÉ ?

Les prix des bovins restent élevés, mais sont-ils vraiment suffisants ? Est-ce qu'ils suffisent à rembourser les investissements, assurer un revenu digne aux personnes, constituer des réserves en cas de coups durs ?

Après la période difficile de 2022 et début 2023, le prix des porcs est bien remonté. Il reste toutefois inférieur à CHF 4.-/kg (hors prime IP Suisse), ce qui est à notre sens insuffisant, d'autant qu'il faut maintenant combler le déficit accumulé pendant des mois.

Quant à la volaille, vu la structure de cette filière (intégration verticale), il reste difficile d'obtenir des informations sur les prix payés aux producteur-rices.

Nous serions très intéressés à avoir votre retour, même de façon anonyme :

- quelles sont les conditions négociées avec votre acheteur dans le contexte inflationniste que nous traversons ?

POMMES DE TERRE ET BETTERAVES

- A quelle sauce serez-vous mangés cet automne ?
- Ces deux filières sont régulièrement malmenées par les acheteurs. Entre les problèmes de calibrage, les aléas de la récolte et les importations, comment vous en sortez-vous ?
- Quel prix vous a été annoncé, et quel est celui dont vous avez besoin pour pratiquer une agriculture durable à tout point de vue ?

CÉRÉALES DIVERSES ET OLÉAGINEUX

- Quelles sont les conditions de prise en charge cette année ?
- Comment envisagez-vous la situation compte tenu de l'absence de prix indicatif fixé pour les fourragères ?
- Estimez-vous que la culture céréalière soit encore pertinente dans votre ferme, compte tenu des contraintes qu'elle occasionne ?

MARAÎCHAGE

Après les révélations de l'enquête menée par la FRC en 2022, l'opacité des prix dans le monde du maraîchage reste importante. C'est aussi une branche de production qui nécessite beaucoup de main-d'œuvre, et elle doit être payée équitablement. On comprend volontiers les réticences des producteur-rices à divulguer des données, par peur de perdre des contrats. Au-delà du prix, ce que cela révèle surtout, c'est la nécessité de garantir plus de transparence dans toutes les filières agricoles.

Contactez-nous ! Vos témoignages et expériences nous seront utiles pour mieux appréhender la situation. Nous vous en remercions par avance.

RECHERCHE PRODUCTEUR.TRICES DE LAIT ELSA

Dans le cadre d'un projet, nous sommes à la recherche de producteur.trices qui livrent à ELSA.

Si c'est votre cas, merci de contacter Berthe Darras. b.darras@uniterre.ch ou 079 904 63 74. Merci!

DÉFINITION PRIX ÉQUITABLE

Le prix équitable (juste et rémunérateur) est le prix permettant de rétribuer correctement le travail de la famille paysanne, tout en couvrant l'ensemble des coûts liés à chaque production :

semences, engrais, frais vétérinaires, mais aussi investissements, remboursement des emprunts et prévoyance retraite. D'autres éléments entrent en ligne de compte dans ce calcul, comme le degré de mécanisation, la main-d'œuvre salariée et les frais de gestion.

Des prix équitables sont donc nécessaires pour :

- Assurer la demande croissante de la population pour des produits locaux ;
- Augmenter drastiquement le nombre de personnes actives en agriculture ;
- Permettre une transition à l'échelle nationale vers une agriculture plus durable.

La durabilité économique des fermes, garantie majoritairement par des prix équitables, est le premier pas vers une agriculture durable. Sans ces prix équitables, la production indigène sera en danger et nous perdrons encore plus de fermes !

MARCHÉ INTERNATIONAL

40% du blé mondial est exporté par les pays de la mer Noire.

Le blé, c'est de l'or et les pays producteurs et exportateurs l'ont bien compris. Ils l'utilisent comme un levier de négociation et de pression géopolitique, notamment pour faire pression sur les prix. La Chine, l'Inde et la Russie sont les plus gros producteurs de blé au monde, avec 300 millions de tonnes en 2018. Les céréales font l'objet d'intenses spéculations mondiales, avec Genève comme centre névralgique. Quatre entreprises les fameuses ABCD: ADM – Bungee – Cargill – Dreyfuss cumulent à elles seules 80% des transactions mondiales.

Et tout ceci se passe loin des champs et de nos assiettes, sans aucune transparence, mais garantit un énorme enrichissement à ces entreprises, au détriment des producteur-rices et des consommateur-rices.

Au niveau mondial, les enjeux économiques et géopolitiques du blé sont donc colossaux !



LE PAIN, UN BIEN CULTUREL

ET COMMENT C'ÉTAIT AVANT ?

ULRIKE MINKNER
PAYSANNE ET SECRÉTAIRE D'UNITERRE

"AUCUN PAIN N'EST DUR" disait souvent l'ancien propriétaire de notre ferme. Il voulait dire par là, d'une part, que le pain reste comestible même s'il est devenu dur et, d'autre part, qu'il est encore pire de ne pas avoir de pain du tout. Il avait ses "troisièmes" dents depuis longtemps et il trempait le pain rassis dans son café au lait. Parfois, il laissait le pain se ramollir un moment dans le café et repêchait les morceaux avec une cuillère pour boire ensuite le reste.

JE RENDS VISITE À JEANETTE, QUI A 79 ANS. Elle vit dans le Jura bernois et je l'ai questionnée sur ses souvenirs concernant les repas quotidiens. Bien sûr, d'autres sujets sont abordés lors d'une telle conversation. Tout d'abord, il est important pour elle de mentionner qu'il y avait cinq repas: le petit déjeuner, le casse-croûte de neuf heures, le repas de midi, le quatre heures et le souper. À chaque repas, tous les enfants, les parents et les employés se servaient généreusement. Le pain, le fromage et le lard jouaient un rôle très important. Jeanette a un autre dicton: "le pain, c'est de l'or". En effet, le pain était l'un des aliments les plus importants, avec les pommes de terre et les autres légumes de garde.

Malheureusement, la famille n'avait qu'un seul four dans la ferme et sa mère a renoncé à y faire du pain, des pâtisseries ou des gâteaux après quelques essais. Mais la grand-mère avait un bon grand four, dans lequel le pain devenait merveilleux, et elle apportait plusieurs miches lors de ses visites. Les pains étaient mis dans un sac que l'on suspendait et les miches ne durcissaient jamais, parce que, comme Jeanette s'en souvient, elles étaient de toute façon rapidement consommées. La tresse n'était servie qu'entre Noël et Nouvel An, un régal culinaire: les yeux de Jeanette se mettent à briller en le racontant.

D'AUTRES FAMILLES PAYSANNES DANS LES RÉGIONS RECLUÉES commandaient une fois par semaine du pain à la boulangerie de la vallée. La personne qui apportait les boilles de lait pleines

à la fromagerie emportait ensuite toutes les commandes à la montagne et le pain était distribué dans les fermes avec les boilles de lait vides. Bien que des céréales aient été cultivées dans la région, Jeanette explique que c'était surtout pour les animaux d'élevage, les vaches, les chevaux de trait et les cochons. Les céréales destinées à la consommation humaine étaient rares, car le rendement était plutôt modeste par rapport à d'autres régions, le sol n'était vraiment arable qu'en de rares endroits et les machines nécessaires n'avaient pas pu être achetées.

COMME IL Y AVAIT DÉJÀ UNE TRÈS BONNE BOULANGERIE de village dans l'enfance de Jeanette (il y a 60 ans), la famille y achetait souvent son pain. Il incombait aux enfants d'aller acheter du pain en rentrant chez eux, ce que Jeanette faisait volontiers, ne serait-ce que pour l'odeur du pain frais. L'odeur d'aujourd'hui a changé et ce qui sent le pain chez le grand distributeur n'a rien à voir avec l'odeur du fournil de l'époque. L'extrémité du pain a des noms les plus divers selon la région: "Ainsi, on parle de croûton, de chrochon, de croûtion, de chrotchon ou de cujignon. Mais il y a aussi d'autres noms, comme trognon, quignon, gousignon, entamon ou encore cul..." (1)

INTERROGÉE SUR LE SOUPER, Jeannette évoque les rôtis qui étaient souvent servis le soir, car les pommes de terre étaient toujours cultivées pour la consommation personnelle. Le pain et les pommes de terre constituaient donc une part importante des repas. Aujourd'hui, Jeanette complète son petit-déjeuner avec des fruits et des noix. Elle apprécie beaucoup ce "luxe", car autrefois, il n'y avait que les baies de la montagne, les autres fruits étaient très rares. •

SOURCES:

(1)
www.painsuisse.ch/blog/en-un-mot/
www.baguetteacademy.com

PETIT HISTORIQUE DU BLÉ ET DU PAIN

- Vers 10'000 ans av. J.-C.: premières traces de sédentarisation et de domestication de plantes sauvages, donnant naissance aux premières formes de systèmes agricoles et aux premières cultures céréalières, consommées sous forme de bouillies
- Entre 6'000 et 5'000 ans av. J.-C.: premiers fours à pain et premières formes de panification de céréales au Proche-Orient
- À partir de 3'000 ans av. J.-C.: le peuple égyptien perfectionne l'art de la panification et de la cuisson
- 623: apparition des premières boulangeries en Suisse
- À partir de 1050: sous l'impulsion de l'Église catholique qui en fait sa promotion et sa diffusion, le pain devient la base de l'alimentation occidentale
- À partir de 1305: le roi Philippe le Bel, en France, réglemente la profession de boulanger-ère (la qualité, le poids et le prix sont encadrés et il est interdit de vendre du pain rassis, brûlé ou trop petit)
- À partir de 1850 et la Révolution industrielle: modernisation des boulangeries et découverte de la levure, ce qui va considérablement changer la manière de fabriquer du pain
- 1982: application de la loi fédérale sur l'approvisionnement économique du pays; le Conseil fédéral fixe les quantités à stocker pour faire face aux besoins à couvrir. En cas de pénurie de blé, la Suisse pourrait tenir au maximum 4 mois.

INFORMATIONS DÉTAILLÉES:

Dictionnaire historique, Céréaliculture
Swissmill, OFS

LA CULTURE EN TERRASSES

Jusqu'à l'arrivée des voies et moyens de transport modernes, chaque région devait produire de façon autonome la nourriture nécessaire pour sa population. En contrepartie, on ne subissait pas le marché mondial et ses prix cassés qui minent aujourd'hui les productions locales. Au fil du temps, chaque région a donc créé ses propres structures, adaptées à ses besoins spécifiques. Ainsi, sur les pentes ensoleillées de la Basse Engadine, les paysannes ont aménagé les terrasses typiques permettant la culture de céréales. Ces structures datent de l'âge de bronze, donc d'environ 1000 ans av. J.-C.



« DES PRIX ÉQUITABLES

SONT L'UNE DES PRÉOCCUPATIONS MAJEURES DE L'AGRICULTURE »

KATHARINA SCHATTON, SECRÉTAIRE D'UNITERRE
DANIEL FLÜHMANN, MARAÎCHER



Sur un versant sud de Thörishaus, entre Fribourg et Berne, mais plus proche de Berne, avec vue sur la chaîne du Gantrisch. C'est là que se trouve la ferme bio Gumme. Daniel Flühmann et ses employé-es font une courte pause avant de continuer à planter du gingembre. L'équipe constitue l'un des nombreux groupes qui travaillent ou vivent à la Gumme, ou les deux. Il y a, par exemple, le chef d'exploitation Thomas Ramser et sa famille, qui sont entre autres responsables de l'élevage de vaches mères, des grandes cultures, des fruits de table et des poules.

DIFFICILE DE TROUVER DES TERRES. Le travail continue. Daniel Flühmann est responsable des cultures maraîchères, bien qu'il ait déjà travaillé dans plusieurs autres domaines par le passé. Parmi eux, l'économie laitière ou la culture fourragère. Avant, pendant et après ses études d'agronomie à l'EPFZ, il a toujours travaillé de ses mains. «Après mes études, je me suis essayé dans plusieurs fermes en Allemagne et en Suisse et j'ai été actif pendant quelques années comme coureur cycliste. Mais à un moment donné, ma femme et moi nous sommes demandé-es ce que nous allions faire. Nous avions envie d'un projet personnel», raconte-t-il. Comme souvent, la recherche d'une ferme s'est avérée difficile. «C'est par pur hasard que j'ai rencontré Thomas Wieland lors d'une fête, et que j'ai parlé avec lui de notre recherche de ferme. C'était à l'automne 2015.» Wieland fait partie d'un autre groupe de la Gumme, il cultive entre autres du maïs polenta et le transforme dans sa «salle de fitness productive» à l'aide d'appareils qui fonctionnent à la force musculaire. Au printemps 2016, Daniel lance le projet Legummes - un jeu de mots entre «Gumme» et le mot français légumes. L'équipe cultive le jardin en bio intensif et vend les produits sur les marchés de Berne et de Thörishaus, sous forme d'abonnements de légumes et en ligne.

ALLER DE L'AVANT MALGRÉ L'IMPRÉVISIBILITÉ. Nous parcourons les terres de la ferme: en haut jusqu'à la lisière de la forêt, où la prairie est à chaque fois inspectée par un drone avant la fauche, à la recherche de faons. Nous continuons vers le terrain d'agroforesterie en devenir, une culture mixte avec des noyers, puis jusqu'au potager de Legummes. Des planches bien ordonnées, de huit mètres de long chacune, plusieurs

tunnels où poussent par exemple des tomates. «La particularité de la culture maraîchère est sa diversité. Nous ne cultivons pas seulement une, deux ou trois cultures, mais une cinquantaine. Nous apprenons et nous développons en permanence», explique Daniel. Le lien avec les consommateur-rices est central chez Legummes: des propositions de recettes apparaissent régulièrement sur le site Internet. Il faut dire que Florian, l'un des employés de Daniel, est cuisinier. «Nous profitons beaucoup de ses connaissances». Mais l'essentiel reste une production agricole efficace. «Les listes d'abonné-es et frigos remplis me font me sentir bien. J'aime que les choses avancent». C'est peut-être un vestige de son époque de coureur cycliste, sourit Daniel.

«Ce qui est plus difficile, c'est l'imprévisibilité, qui existera toujours dans l'agriculture. Bien sûr, je préférerais toujours avoir entre 20 et 25 degrés et un peu de pluie régulièrement. En tant qu'employeur, les circonstances en constante évolution peuvent également être un défi. Il faut développer une certaine sérénité face au fait que l'on ne peut pas tout contrôler».

DES PRIX ÉQUITABLES SONT L'UNE DES PRÉOCCUPATIONS MAJEURES DE L'AGRICULTURE. Nous descendons ensuite, par la route, vers le vignoble, où nous parlons de prix équitables. «Grâce à l'agriculture directe et contractuelle, nous ne dépendons pas des grands distributeurs et sommes donc extrêmement privilégié-es. Nous déterminons nos prix en fonction de nos efforts et pouvons payer des salaires supérieurs à la moyenne, qui restent néanmoins précaires».

«Des prix équitables sont à mon avis la préoccupation la plus importante dans l'agriculture. C'est pourquoi je suis membre d'Uniterre. Un prix équitable devrait permettre d'atteindre un niveau de production qui permette encore à la génération d'après de continuer à exister. Les agriculteur-rices et leurs employé-es ont droit à un niveau de vie correspondant à la moyenne de la population, et d'avoir des périodes de repos. Il est inacceptable que les conditions de travail dans l'agriculture soient et restent aussi précaires».

Il s'agit certes d'un processus, mais actuellement, nous ne sommes pas sur la bonne voie, ajoute-t-il. «Une spécialisation toujours plus grande ne me semble pas être la bonne direction. Nous avons besoin de structures plus petites et plus diversifiées, tant en ce qui concerne les fermes elles-mêmes que la commercialisation, afin que nos systèmes restent adaptables. Il faut que davantage de personnes travaillent de leurs mains.»

Et il dresse un bilan: «Pour cela, il faut davantage de voix comme Uniterre. Nous ne devons pas nous perdre dans des guerres de tranchées entre bio et conventionnel, mais nous devons à nouveau nous relier davantage entre nous, échanger avec nos voisins et voisines.»

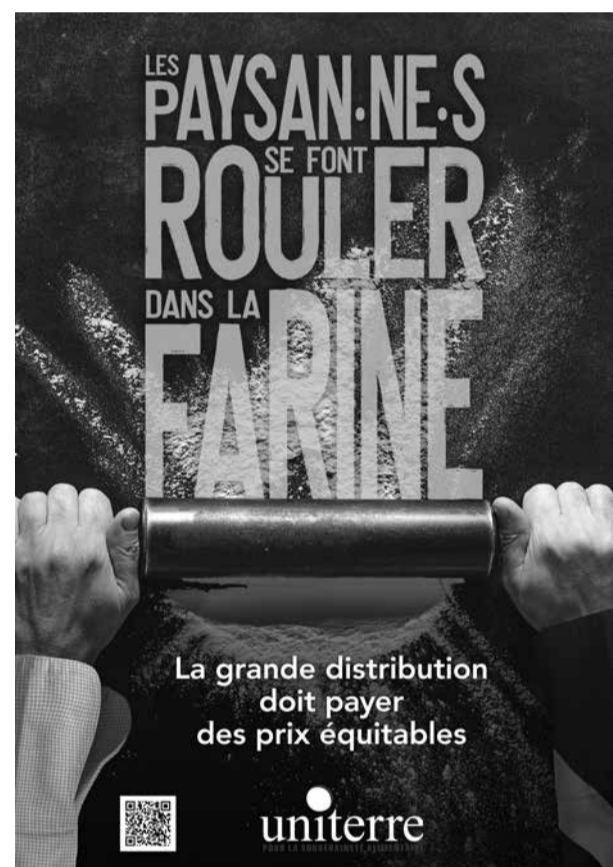
Nous sommes arrivé-es au point de départ. Le gingembre ne demande qu'à être planté. •

PLUS D'INFORMATIONS :
www.legummes.ch

PANNEAUX POUR LA CAMPAGNE !

Il est encore temps de commander un panneau à afficher dans votre ferme pour soutenir notre campagne! Le panneau est résistant à l'eau, mesure 1m60 sur 1m10 et coûte 30.- frs. Il vous sera remis lors d'une tournée de livraison.

Merci d'adresser votre commande à Alberto Silva:
a.silva@uniterre.ch



REGARD SUR LA MÉCANISATION

L'essor de la mécanisation dans les campagnes a libéré la paysannerie d'une part importante des très fortes contraintes physiques de ce métier. Elle a également permis de faire face à l'exode rural qui a progressivement touché nos contrées dès le début de l'ère industrielle. Ce faisant, elle a aussi nettement favorisé les bénéfices de l'agro-industrie. Non seulement elle a enchaîné les paysan·nes aux banques et autres organismes de prêts, elle a aussi permis d'augmenter les rendements et elle a gommé un certain nombre de difficultés logistiques. Bien évidemment, les familles paysannes ont profité de ces avantages, mais probablement pas autant que les secteurs en amont et en aval. Des prix équitables doivent aussi permettre l'acquisition et l'entretien de machines adaptées aux besoins. De surcroît, la pertinence des progrès techniques doit être évaluée en fonction de ses bénéfices réels, à tous les niveaux.

HOMMAGE À UN PAYSAN ENGAGÉ

RUDI BERLI
MARÂICHER ET SECRÉTAIRE D'UNITERRE

C'est avec tristesse que nous avons appris le décès, le 14 mai dernier, de Jean-Eugène Pasche, ancien producteur de lait à Corrençon. Sa personnalité généreuse, à la fois curieuse de nouveautés et ancrée dans la tradition, restera longtemps dans nos mémoires.

A côté de la tenue de sa ferme, il était au front dans des combats de défense professionnelle et des projets coopératifs de mise en valeur de la production. Doté d'un humour espiègle, et d'un caractère calme et doux, il était de ces personnes droites, capables de trouver des solutions et des propositions pertinentes. Nous adressons nos plus sincères condoléances à sa famille et à ses proches.

Nous sommes fier-es de poursuivre le combat en sa mémoire. •

HONTEUX GASPILLAGE DE CÉRÉALES!

ULRIKE MINKNER, PAYSANNE ET SECRÉTAIRE D'UNITERRE

(NZZ) 330 kilogrammes de déchets alimentaires par personne et par an, c'est le total pour la Suisse. Cela correspond à 66 sacs poubelles de 35 litres remplis à ras bord. Ces chiffres ont été calculés dans une étude réalisée en 2019 par l'EPFZ, sur mandat de l'Office fédéral de l'environnement (OFEV). Toutes les pertes de la chaîne alimentaire ont été prises en compte, de la récolte à la transformation, jusqu'à la nourriture dans l'assiette. Selon l'étude, un secteur est particulièrement touché par les pertes de valeur nutritive: le pain et les produits de boulangerie.

Près de 55% des céréales cultivées à cet effet ne sont jamais consommées en Suisse. Claudio Beretta, l'auteur de l'étude, explique les faits: "Les pertes de céréales et de pain se produisent à différents endroits, principalement lors de la transformation des grains de céréales en farine, c'est-à-dire dans les moulins, mais aussi dans la restauration et les ménages privés".

"En termes de quantité, c'est au niveau de la transformation que l'on perd le plus, mais en termes de pollution, ce sont les ménages qui sont les pires gaspilleurs. En effet, si le pain n'est jeté qu'en toute fin de chaîne alimentaire, de nombreuses ressources sont perdues. (...) "Selon l'étude de l'EPFZ, le commerce de détail, boulangeries incluses, ne pèse guère dans le gaspillage alimentaire. Ce secteur ne perd "que" 13 000 tonnes de pain et de pâtisseries par an. Et pourtant: ce sont tous des produits irréprochables qui pourraient encore être vendus à un prix réduit ou être donnés à des organisations humanitaires. 37 000 tonnes de pain sont jetées chaque année dans la restauration, 120 000 tonnes finissent dans les poubelles des particuliers. C'est donc un cinquième de la production totale qui est perdue dans les ménages. C'est la raison pour laquelle ils sont les pires pécheurs en matière de gaspillage alimentaire". •

SOURCES : NZZ, OFEV

LE COURRIER
Votre abonnement, la garantie d'un média indépendant

Essai Web 2 mois: CHF 19.-

www.lecourrier.ch

UN PROJET AVANT-GARDISTE ?

BERTHE DARRAS
SECRÉTAIRE D'UNITERRE

PHILIPPE REICHENBACH
PAYSAN ET VICE-PRÉSIDENT D'UNITERRE

RETOUR SUR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE L'EUROPEAN MILK BOARD (EMB).

L'assemblée générale de l'EMB les 22 et 23 juin à Bruxelles a permis à notre délégation de découvrir un projet fort intéressant. Emilie Bourgoïn, directrice des affaires publiques du groupe REWE (chaîne de supermarchés allemande, groupe également très actif dans le tourisme), est venue présenter la mise sur pied d'un Centre de compétences agricoles. Ce projet, réalisé en collaboration avec un membre allemand de l'EMB, vise à instaurer de meilleures relations avec les producteurs-rices. La menace croissante de difficultés d'approvisionnement en matières premières a poussé le groupe à envisager ses partenariats avec les paysan-nes sous un jour nouveau, qui passe entre autres par une meilleure rémunération. C'est un projet à suivre de près, et à tenter d'insuffler en Suisse également. Migros et Coop, vous avez capté ?

Et si ça ne suffit pas, on fera comme nos collègues de Faire-France: des blocages pour faire entendre nos revendications! •

POUR VOS DONS

Coordonnées bancaires

Banque Raiffeisen Broje Vully Lacs
1564 Domdidier
CCP de la Raiffeisen 17-1378-2

IBAN : CH23 8080 8002 5119 3914 1

UNITERRE, av. du Grammont 9 - 1007 Lausanne

UNITERRE est reconnu d'utilité publique par les autorités fiscales du Canton de Vaud. Vous pourrez déduire de vos impôts tous vos dons à Uniterre. MERCI !

LES SECTIONS D'UNITERRE

Neuchâtel Philippe Reichenbach 079 640 89 63

Genève Ruedi Berli 078 707 78 83

Fribourg contact : Bureau Uniterre

Vaud André Muller 021 652 75 50

Jura/Jura bernois Christine Gerber 032 484 02 41

Chablais Pierre Moreillon 024 499 21 17

Valais contact : Bureau Uniterre

Deutschschweiz Katharina Schatton 078 740 17 89

Maurus Gerber, Président:
maurus.gerber@bluewin.ch
Vi 292, 7550 Scuol GR
Tel. 081 864 70 22

Philippe Reichenbach, Vice-Président:
boisdarbre1971@gmail.com, Tel. 079 640 89 63

AGENDA

**Un journalisme qui fait son effet :
Les marges des grands distributeurs sous la loupe**
7 septembre, Berne

Grève nationale pour le climat
30 septembre, Berne

Table ronde sur la chaîne de valeur ajoutée des céréales.

Dans le cadre des Journées de l'agroécologie
12 octobre, Genève

Mon alimentation, notre agriculture et le climat
13 octobre 2023 9.30-17h

à la Touvière, Meinier GE.

Prix équitables et Accès à la terre

Événement du groupe régional tessinois
22 octobre, Cooperativa Seminterra, Bellinzona

En route pour un pain équitable ?

**Manifestation de clôture de la campagne
"Des prix équitables, maintenant!"**

2 novembre, à déterminer

Marché Bio à Saignelégier

16.9.- 17.9.2023,

Plus d'informations : www.marchebiojura.ch

Marché Bio à Fribourg

23 septembre 2023, place Georges-Python

Semaine du Goût

L'édition 2023 de la Semaine du Goût se tiendra du 14 au 24 septembre.

Agenda complet sur notre site

www.uniterre.ch/actions/agenda

Prochaines réunions du comité Uniterre:

26 octobre, 15 décembre, plus repas

IMPRESSUM

Secrétariat / Publicité

Uniterre, av. du Grammont 9, 1007 Lausanne,
021 601 74 67 www.uniterre.ch info@uniterre.ch

Rédaction

Ulrike Minkner, u.minkner@uniterre.ch
Alberto Silva, a.silva@uniterre.ch

Editeur, Abonnements et changements d'adresse

Claude Mudry, c.mudry@uniterre.ch
Syndicat Uniterre, Bellevaux 50, 2518 Nods

Traductions

Stefanie Schenk
Pascal Muelchi
Bureau Uniterre

Photographies / Images

Grafix Fribourg	1
Eric Roset	2.5
Maurus Gerber	6
Katharina Schatton	7

Edition photographies / images

Markus Schönholzer

Imprimerie

Imprimerie du Journal de Sainte-Croix et Environs
1450 Sainte-Croix, 024 454 11 26
Imprimé sur papier certifié FSC-Mix.